

6 juillet 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Gordon Brown, Premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, notamment sur les relations franco-britanniques, la régulation financière et sur la lutte contre le réchauffement climatique, à Evian le 6 juillet 2009.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, nous venons de terminer une réunion de travail avec le Premier ministre britannique. Je veux lui souhaiter bien-sûr la bienvenue en France, ainsi qu'à la délégation importante qui l'accompagne.

Je dois dire que plus nous travaillons ensemble, plus il y a une convergence de vues entre nos deux pays. Convergence totale pour dire que le sommet de Pittsburgh doit être ambitieux. Nous ne voulons pas qu'après la crise, les choses repartent comme avant. Royaume-Uni et France, nous demandons que le sommet de Pittsburgh soit ambitieux et que nous obtenions des résultats en termes de régulation. Nous ne voulons pas que Pittsburgh soit moins ambitieux que ne l'a été Londres, remarquablement présidé par le Premier Ministre britannique.

Sur le G8, nous nous battons tous les deux pour que l'ambition du G8 en matière de développement, de lutte contre le réchauffement climatique soit grande. Nous ne nous satisferons pas d'objectifs à long terme, très long terme. Nous voulons des objectifs à moyen terme pour en assurer leur crédibilité.

J'étais très heureux d'ailleurs de parler avec Gordon BROWN de l'Organisation mondiale de l'environnement. Je crois pouvoir dire, en tout cas sur le principe, qu'il soutient cette proposition et nous allons travailler ensemble sur la fiscalité environnementale, sur la taxe carbone.

J'ai dit à Gordon BROWN que naturellement nous étions pour un accord à l'OMC, que nous ne voulions pas de protectionnisme mais que nous voulions une concurrence loyale, pas une concurrence déloyale. Sur ces deux plans, je crois pouvoir dire qu'il y a une totale communauté de vues.

Nous sommes également décidés à faire bouger la gouvernance mondiale, sur tous ses aspects : le FMI, le Conseil de Sécurité, le G20.

Nous avons évoqué bien d'autres sujets bilatéraux : le nucléaire, la coopération en matière de défense. J'en profite d'ailleurs pour dire sous le contrôle des deux ministres des Affaires étrangères que nous sommes totalement solidaires de nos amis britanniques vis-à-vis des dirigeants iraniens et qu'ils peuvent compter sur notre solidarité totale. Nous ferons ce qu'ils souhaitent et nous avons été particulièrement choqués des attaques très injustes, hors de proportion, à l'endroit du Gouvernement britannique. Vraiment, le peuple iranien mérite mieux que les dirigeants d'aujourd'hui. Je veux redire les choses de la façon la plus claire.

Nous allons continuer à travailler ensemble, il se peut d'ailleurs qu'au G8, Gordon BROWN et moi, nous parlions à la presse ensemble sur des propositions que nous mettrons sur la table, notamment sur l'affaire climatique.

En résumé, avant de laisser la parole à Gordon BROWN, nous pensons que cette année 2009 est

décisive en termes de régulation, en termes de nouvelle gouvernance mondiale et en termes de lutte contre le réchauffement climatique. Et nous ferons bouger les choses ensemble.

M. BROWN - Je commencerai à dire combien je suis heureux d'être à Evian aujourd'hui avec mon ami le Président SARKOZY, d'être ici avec son équipe de ministres, de pouvoir travailler ensemble sur des projets communs.

Je voudrais rendre hommage au Président SARKOZY car il a assuré la présidence de l'UE dans des conditions difficiles mais également le G20. Il veut faire de ce monde un monde plus prospère et plus vert et je vous rends hommage pour votre détermination. Vous êtes une vraie force de la nature, mon cher ami.

Nous avons une histoire partagée, une géographie partagée, nous partageons les mêmes valeurs et puis nous avons également les mêmes objectifs stratégiques. Il y a 105 ans, l'entente cordiale fut signée. L'année dernière, nous avons parlé de « l'entente formidable » et aujourd'hui, je pense pouvoir parler de « l'entente formidable au soleil » qui plus est, car nous avons aujourd'hui en plus un temps tout à fait magnifique.

Les relations entre la France et la Grande-Bretagne n'ont jamais été aussi bonnes. Mais le monde a changé depuis les derniers mois et il va falloir réagir. C'est la raison pour laquelle, le Président SARKOZY et moi-même regardons non seulement la manière dont on peut récupérer les difficultés financières de cette dernière année mais comment mettre en place également des règles pour assurer l'économie mondiale et c'est ce qui résulte d'ailleurs des discussions aujourd'hui. Nous allons travailler la main dans la main.

Vous avez mis en place une commission pour les industries de l'avenir. Nous allons voir les secteurs stratégiques du côté britannique, voir où, avec les entreprises, nous allons pouvoir assurer des résultats, qu'il s'agisse de biotechnologies, qu'il s'agisse de numérique, qu'il s'agisse de la production carbone et notamment, je pense aux voitures électriques. Donc, dans tous ces domaines, nous allons travailler ensemble pour assurer l'avenir donc les biosciences, biotechnologies. Je pense que nos ministres se verront confier un mandat pour voir comment coopérer également à l'avenir et assurer également que le monde puisse reprendre sa puissance. Pour ce qui est du G8 et du G20, il va falloir prendre très au sérieux tous ces problèmes qui se posent à notre économie mondiale. Pour ce qui est de la croissance, je crois que c'est un sacré réveil pour l'économie mondiale. Des réformes doivent être mises en place, celles qui ont déjà fait l'objet d'accords mais il y en a d'autres qui devront être finalisées.

Pour ce qui est des prêts bancaires, il va falloir que les banques répondent à la situation, là où les industries, les entreprises, le monde des affaires ont besoin des banques.

Nous devons également travailler une stabilisation à long terme des prix pétroliers et nous avons vu cette augmentation des prix du pétrole au cours des dernières années. Il va falloir réagir contre le protectionnisme là où effectivement nous voyons ceux-ci s'accroître de 20%.

Et puis, il va falloir également faire pour nos populations ce qu'il faut pour assurer l'emploi et créer de l'emploi dans une période aussi difficile. Nous sommes tous conscients de tous les problèmes éthiques liés à cette crise financière, il faut une meilleure gestion, il va falloir mettre en place des réformes acceptées au cours du G20 et continuer à travailler ensemble. Il va falloir accélérer le rythme des réformes, notamment lorsqu'il s'agit des paradis fiscaux, là où les règles de transparence ne sont pas encore respectées. Il faudra donc une réponse mondiale.

Il va falloir un échange plein et entier des données pour pouvoir assurer une meilleure santé de l'économie mondiale. Il ne faut pas douter d'une chose : il n'y aura plus de paradis fiscaux d'ici mars 2010, il y aura donc la date limite pour l'introduction de sanctions telles que, par exemple, revoir les politiques d'investissements, imposer des dates ou alors, le retrait de l'aide.

Donc, nous avons également parlé des questions bilatérales là où nos deux pays sont impliqués. Ban Ki-moon, la semaine dernière a déjà réagi à la junte birmane et d'ailleurs le Président SARKOZY et moi-même regardons ce qui doit être fait pour qu'Aung SAN SUU KYI puisse être libérée.

Je suis très reconnaissant au Président SARKOZY car il a mentionné tous ceux qui étaient détenus en Iran. Nous sommes d'accord pour dire que le résultat des élections appartient au peuple iranien nous ne voulons pas intervenir bien entendu mais l'expulsion non justifiée de

peuple français, nous ne voulons pas intervenir, bien entendu, mais l'expulsion non justifiée de diplomates étrangers, la détention des employés des banques, des ambassades semblent tout à fait injustifiées, par conséquent, Président SARKOZY, je suis tout à fait reconnaissant sur votre position. Il va falloir faire savoir que si cette action continue et si nous devons réagir, nous réagirons ensemble avec nos partenaires européens. Le Président SARKOZY et moi-même partageons une même vision du futur. Nous avons des valeurs partagées, la Grande-Bretagne et la France, qui veulent de meilleures institutions au niveau mondial et la Grande-Bretagne et la France qui vont continuer cette alliance qui, de jour en jour, se fortifie. Je vous remercie.

QUESTION - Un membre de votre gouvernement, Peter HAIN, dit que les dépenses publiques au Royaume-Uni devront être limitées après les prochaines élections. A-t-il raison ? Et si oui, quelle est votre proposition ? Je poserai une question au Président SARKOZY à propos de la TVA. Vous aviez une position critique, est-ce que cette position est toujours aussi critique ?

M. BROWN - Nous allons vers la croissance, nous avons publié nos chiffres pour les années après 2011 et nous avons une augmentation. Et si nous pouvons également réduire le chômage et l'inflation, eh bien, c'est ce qui correspondra à nos objectifs, c'est-à-dire avoir effectivement plus de ressources et, pour ce qui est de la croissance pour l'économie de l'avenir, nous regarderons les entreprises, les biotechnologies, le numérique, le nucléaire, le carbone, tout cela, toutes ces industries qui sont à même d'accroître l'avenir ce qui va donc augmenter les recettes et donc, par conséquent, alimenter les ressources publiques.

LE PRESIDENT - Parce que c'est très important pour moi d'apporter mon total soutien à la position du gouvernement britannique sur la nécessité d'initiatives plus fortes au niveau mondial pour trouver la croissance. Nous ne pouvons pas nous permettre plusieurs années de croissance atone. De la même façon, je partage l'analyse de Gordon BROWN qu'il faut une stratégie économique plus forte encore en Europe avec une coordination plus grande. Bien sûr qu'il faut lutter contre l'endettement, bien sûr qu'il faut lutter contre les déficits mais on luttera contre l'endettement et les déficits par le retour de la croissance et par des économies sur le fonctionnement, c'est parfaitement évident. Mais s'il n'y a pas de retour de la croissance il n'y aura pas de rééquilibre. Donc oui, il faut que l'on se batte tous les deux pour pousser les pays qui le peuvent à faire davantage.

S'agissant de la France quel est notre problème et je répondrai à votre question sur la TVA ? La demande tient en France, l'investissement recule. Quelle est la stratégie du gouvernement français ? Tout mettre pour que l'investissement reparte, à la différence de nos amis britanniques. Moi, je n'ai pas à porter de jugement. La remarque que j'avais faite : c'est le parti socialiste français qui m'avait demandé de prendre la même initiative que le gouvernement britannique mais j'avais fait valoir que ce qui était favorable pour l'économie britannique ne l'était pas forcément pour l'économie française. Avec une consommation qui augmente, je ne vois pas pourquoi je devais baisser la TVA sur tous les produits. En revanche, on a quelque chose comme moins de 7 % d'investissements, donc on a mis tout sur de l'investissement.

Et d'ailleurs, je suis très heureux de vous dire que, s'agissant de l'emprunt que nous allons réaliser pour financer les grandes dépenses d'investissement du futur de la France, la commission qui est en charge de donner son avis sur les secteurs stratégiques sera présidée par deux personnalités de très grand talent. Je suis très reconnaissant à chacun d'eux de leur acceptation : Michel ROCARD qui est un homme pour qui j'ai beaucoup d'admiration et qui montre combien la stratégie politique du gouvernement français de l'ouverture ne s'arrêtera pas, parce que la France a besoin de mobiliser toutes ses énergies et tous ses talents dans une situation aussi grave. Et s'il y a des talents à gauche qui peuvent servir leur pays, mon devoir de Président de la République, c'est de faire appel à eux. Franchement, que Michel ROCARD prête son expérience et son talent à la réflexion sur les 20 années qui viennent, quels seront les secteurs stratégiques, dans les 20 années qui viennent et moi je ne serai plus là puisque c'est limité à deux mandats comme vous le savez mais ce n'est pas une affaire de gauche ou de droite, c'est une affaire d'hommes et de femmes d'expérience qui croient dans leur pays, qui réfléchissent ensemble. Et je suis très reconnaissant à Alain JUPPE qui a été Premier ministre de Jacques CHIRAC d'apporter lui aussi son intelligence et son talent. C'est un grand changement en France, je le dis à nos amis

britanniques, deux hommes du talent d'Alain JUPPE et de Michel ROCARD, l'un à droite, Premier ministre de Jacques CHIRAC, l'autre à gauche, Premier ministre de François MITTERRAND qui ont accepté à ma demande de présider une commission de très haut niveau pour réfléchir à 20 ans quels sont les secteurs stratégiques dans lesquels la France doit investir. Cela doit rassurer les Français de se dire qu'il y a des hommes capables de se hisser au-dessus de leurs intérêts partisans pour réfléchir sur le long terme au bon choix que doit faire notre pays en matière de stratégie économique et de stratégie d'investissements. Je les recevrai en fin d'après-midi à l'Élysée. Ils me remettront les conclusions de leurs travaux au mois de novembre. Je pense que c'est très important de mobiliser un pays au-delà du sectarisme, dans un esprit de tolérance en se tournant vers l'avenir. Et l'avenir, il n'appartient pas à un camp contre l'autre. L'avenir, c'est celui de tout un pays et la crise est suffisamment grave et suffisamment forte pour que chacun sache se hisser au-dessus d'intérêts partisans, je vous l'assure, qui ne sont pas à la hauteur de la gravité de la crise. De la même façon qu'un Premier ministre de gauche et un Président français qui n'est pas de gauche travaillent ensemble, main dans la main. J'ai dit que je n'étais pas de gauche pour vous laisser me qualifier, naturellement.

QUESTION - Ma question s'adresse au Président SARKOZY ainsi qu'au Premier ministre BROWN. Avez-vous parlé aujourd'hui des deux dossiers qui concernent EADS, c'est-à-dire l'A400M et l'A350 ? Quelles sont les positions de vos deux pays sur le financement de ces deux projets et est-ce que les positions de la France et du Royaume uni sont en train de se rapprocher sur ces dossiers ? Merci.

M. BROWN - Nous aurons des discussions plus détaillées.

QUESTION - M. le Premier ministre, vous nous dites tout ce qui se passe de mauvais, les échanges, et j'ai l'impression que c'est un peu en contradiction avec ce que vous avez dit à propos de la relance. Est-ce que vous êtes en train de dire que les choses vont encore empirer avant de s'améliorer ? Et M. le Président SARKOZY, vous avez dit également qu'il y aurait définition d'objectifs à moyen terme. Est-ce que cela voudrait dire que certains pays n'ont pas pris leurs responsabilités au sérieux après le G20 ?

M. BROWN - Lorsque nous nous sommes rencontrés au G20, au mois d'avril, il y avait également des choses immédiates à faire. D'abord la stabilité du système bancaire, de nouvelles règles à mettre en place dans le monde financier, traiter les problèmes là où il y avait eu un effondrement de la confiance et puis éviter que des économies ne s'effondrent là où il y avait un véritable risque d'effondrement si le FMI n'avait pas les ressources nécessaires pour faire face à cette crise. Voilà donc les objectifs fixés en avril.

Maintenant nous sommes au mois de juillet, nous nous préparons à la réunion de Pittsburgh au mois de septembre. Il va falloir être plus ambitieux, il va falloir relancer la croissance.

Nous avons stabilisé le secteur bancaire, maintenant il va falloir travailler sur les prêts, il va falloir donc une approche mondiale, il va falloir mettre un terme au déclin des échanges, 20% quand même jusqu'à maintenant, il va falloir parler des produits de base et voir quelles sont les possibilités de croissance pour l'avenir.

Quel est le défi ? Si nous ne prenons pas d'autres actions, autrement dit si nous n'agissons pas sur la chute des échanges et sur la chute des produits de base et si les banques ne prêtent pas autant qu'elles le devraient, la croissance sera toujours faible. Mais si nous nous attaquons à ces problèmes, nous verrons la croissance revenir. Et moi j'essaie de montrer ce qui doit encore être fait. J'essaie de montrer également qu'il y a des secteurs dans cette nouvelle économie où la France, la Grande-Bretagne et d'autres pays peuvent s'en sortir très bien. Je pense au numérique où des milliers d'emplois pourront être créés à l'avenir, du moins s'il y a les investissements. Je pense aux biotechnologies, à la santé, il y a d'énormes possibilités pour nos pays puisqu'il y a une possibilité d'exporter puis il y a également l'énergie nucléaire, l'économie sans carbone. Et en travaillant ensemble également sur les voitures électriques, nous allons pouvoir progresser rapidement et arriver à des produits que le consommateur voudra acheter. Et dans tous ces domaines, bien entendu, il faut investir et nos deux pays, Nicolas avec la Commission qu'il vient de créer, en Grande Bretagne nous avons également mis en place ce qu'il

fallait pour faire en sorte que cette croissance ait lieu le plus rapidement possible.

Donc, oui, il s'est passé un certain nombre de choses cette dernière année. Il va falloir travailler sur les prix du pétrole, il va falloir effectivement mettre en place la relance de l'emploi. Il fallait stabiliser d'abord le monde bancaire, maintenant nous allons mettre l'accent sur la croissance qui est notamment importante pour la prospérité, pour l'emploi et bien entendu pour réduire le déficit et la dette.

LE PRESIDENT - Moi je trouve que vraiment à Londres, cela avait progressé fortement, mais Gordon BROWN comme moi, nous pensons que ceux qui imaginent qu'après la crise, ils pourront recommencer leurs petites affaires comme avant, on se mettra en travers. Nous n'accepterons pas que l'on revienne à la situation d'avant.

Je vais prendre un exemple : sur les paradis fiscaux, cela progresse, ils ont quand même senti le vent du boulet, mais ils sont passés de la liste noire à la liste grise. Il faut qu'ils sortent de la liste grise, c'est-à-dire qu'il faut maintenant que, concrètement, les conventions de transparence fiscale soient signées.

Deuxièmement, les rémunérations. Ces rémunérations folles, plus on spéculait, plus on était payé. Cela ne va pas reprendre, on ne l'acceptera pas. Parce que ces salles de marché où l'on rémunérait de façon invraisemblable des risques eux-mêmes invraisemblables, c'est terminé. Ce n'est pas ce que nous pensons, nous, de l'économie de marché et du capitalisme. Nous ne voulons pas de cela. Si certaines banques veulent recommencer à payer comme cela, alors nous prendrons des mesures beaucoup plus vigoureuses.

Les gens ont beaucoup souffert de la crise et souffrent beaucoup de la crise, ce n'est pas pour que quelques mois après, cela recommence comme avant. Les bonus, les rémunérations qui ne correspondent à rien...Que l'on soit rémunéré dans le capitalisme quand on crée de la valeur, oui, quand on fait de la spéculation, non.

Et puis troisièmement, on a, je le crois, stabilisé l'économie financière. Il y a le problème de l'économie tout court. Il y a encore énormément de choses à faire et nous voulons les mettre en oeuvre. Nous voulons que Pittsburgh ait des objectifs aussi ambitieux que Londres.

Voilà, et comme autour de la table tous les pays ne sont pas aussi enthousiastes du changement, eh bien le Royaume-Uni et la France travaillent main dans la main pour pousser au changement. J'ai conscience que c'est nouveau, mais c'est ainsi. Je suis très reconnaissant à Gordon Brown, notamment sur le dernier Conseil européen, d'avoir soutenu la régulation européenne. Chacun doit faire un effort. La France doit faire un effort, le Royaume-Uni fait un effort et ensemble, on porte un message.

L'Europe doit être présente dans le débat du nouveau capitalisme mondial. Voilà, et avec Angela MERKEL, avec Gordon BROWN, avec un certain nombre, on essaye de faire prévaloir un modèle européen. Personne ne renonce à ses convictions. Voilà ce qu'on essaye de faire. Ils se battent pour que cela bouge en prenant des risques.

QUESTION - Sur la lutte contre le réchauffement climatique, j'ai une question que vous trouverez sans doute un peu facile, mais enfin je vous la pose quand même. En venant ici au lieu d'aller à Londres ou à Paris faire ce sommet, donc il y a pollution, je voulais savoir comment vous comptiez compenser l'empreinte écologique laissée par ce déplacement et, au-delà de cette question peut-être un peu anecdotique, je voudrais savoir si dans cette lutte contre le réchauffement climatique, les gouvernements ne devaient pas finalement montrer l'exemple, peut-être pas en organisant un sommet forcément à Paris ou à Londres, mais d'autre manière peut-être plus emblématique ?

LE PRESIDENT - C'était difficile pour Monsieur Gordon BROWN de venir en barque.

QUESTION - Non, mais à Paris.

LE PRESIDENT - C'est très intéressant, mais un journal avait fait le bilan de mon empreinte écologique. Il se trouve que l'avion dans lequel je suis venu émet moins de CO₂ que les autres. Je laisserai Gordon là-dessus. Vous savez, après tout, si en se voyant on arrive à faire prendre des décisions mondiales, Mme HADJAJE, est-ce que vous croyez que ce n'est pas mieux ? Vous pensez qu'en restant tranquillement dans mon bureau ou Monsieur BROWN restant au 10 Downing street, on va faire bouger les choses ? Vous pensez que cela nous amuse spécialement ?

Downing Street, on va faire bouger les choses : vous pensez que cela nous amuse spécialement ? On le fait pourquoi ? Parce que si nous ne montrons pas l'exemple, je le dis, vous le savez, on a parlé d'un sujet qui est la fiscalité écologique, la taxation de la pollution. Les Anglais ont déjà une fiscalité écologique. Nous allons nous doter, avec Jean-Louis BORLOO, avec Christine LAGARDE d'une contribution énergie climat. Est-ce que vous pensez qu'on peut se dispenser d'un travail d'échange de renseignements ?

J'étais vendredi en Suède. Les Suédois ont une fiscalité écologique. J'ai besoin de comprendre ce que font les Anglais, ce que font les Suédois ? Est-ce que nous, on doit réinventer le fil à couper le beurre pour inventer quelque chose d'autre ? Ou est-ce qu'on doit harmoniser les choses ?

Alors vous pouvez dire : « pourquoi ils sont venus ici ? » On est venu ici d'abord parce que c'est un très bel endroit, j'en remercie le maire, parce que j'avais dû venir avec le Président ukrainien il y a quelques mois, j'ai dû annuler au dernier moment du fait de la crise en Géorgie.

C'est extrêmement important pour nous de mettre nos pays à la tête du combat. Pourquoi ?

Parce que fiscalité écologique en interne, la question de la taxe carbone, je parle sous contrôle de Peter MANDELSON, on rapproche là aussi nos positions. Ce que vient de dire l'OMC sur la taxe carbone : « On ne pourra mettre une taxe carbone à la frontière de l'Europe que s'il y a une contribution énergie climat dans chacun de nos pays, premier élément. Ils le font, on va essayer de faire comme eux. Deuxième élément, moi je dois convaincre mes amis anglais que ce n'est pas une volonté protectionniste de la France, mais une volonté que la concurrence soit loyale.

Quand je propose à Genève, -pardon pour mon empreinte carbone ! » Une Organisation mondiale de l'environnement, je dois expliquer à Gordon BROWN ce que j'ai derrière la tête. Et quand lui dit : oui j'ai compris, sur le principe, je suis d'accord ». Vous ne croyez pas que cela fait beaucoup pour l'équilibre du monde ? Pour la lutte contre le réchauffement climatique ? Vous pensez qu'il suffit que je prenne mon téléphone ! Avec des choses comme cela, on s'en parle.

M. BROWN - Je me demandais s'il valait mieux que je reste deux jours ici et ensuite aller en Italie plutôt que de rentrer chez moi. Vous soulevez là un point très important quant à l'objectif même de nos réunions. Et moi je suis persuadé que nous pouvons progresser. Bien entendu, il faut arriver à un accord sur cette lutte contre le réchauffement climatique, c'est-à-dire au mois de décembre, il ne reste plus que six mois. Il faut se mettre d'accord sur des objectifs

intermédiaires. Il ne faut pas se mettre d'accord uniquement sur des objectifs à long terme. C'est vrai pour l'Europe, c'est vrai pour le monde entier. Il faut un accord sur la manière dont nous pouvons également aider les pays en voie de développement, ou les marchés émergents qui n'arrivent pas encore à faire tous les investissements nécessaires. Il faut absolument que nous réalisons nos objectifs en termes d'émission de carbone. Donc, il nous reste très peu de temps. Nous devons travailler ensemble vite, c'est évident. Il faudra des accords internationaux. L'Italie va également nous aider. Le G20 à Pittsburgh va nous aider. Mais, il ne reste plus que quelques semaines avant notre réunion à Copenhague pour ainsi dire. Et il faut absolument arriver à un accord. Et si c'était un échec, se serait un coup terrible pour le mouvement, pour l'écologie.

Et donc, des réunions telles que celles-ci, nous avons d'ailleurs passé la plus grande partie de notre réunion à parler précisément de ce point, des émissions de carbone, de réchauffement climatique. Et comment combattre tout cela ? C'est un point très important. Je suis absolument désolé, je ne suis pas désolé d'avoir passé du temps ici, parce que cette réunion est tout à fait réussie.

QUESTION - Monsieur le Président, je voulais savoir ce que vous pensiez des déclarations, des révélations dans la presse sur les moines de Tibérine, est-ce que vous croyez vous aussi à une possible bavure de l'armée ?

LE PRESIDENT - De l'armée algérienne ? C'est un drame qui m'avait bouleversé. J'ai été moi-même à Tibérine il y a quelques années. Et j'ai même, dans mon discours d'investiture pour la présidentielle, cité le testament du supérieur du couvent de Tibérine. Maintenant il y a un juge d'instruction qui est en charge de ce dossier. La justice est saisie. Les déclarations de ce témoin ont été faites devant un juge. Laissons la justice faire son travail. Que puis-je dire maintenant ? Si ce n'est compliquer le travail de la justice. Et on verra à l'issue de cette instruction ce qu'il en sera. Que la justice fasse son travail, aille jusqu'au bout de son travail. Et je n'ai pas d'autre

commentaire à faire.

QUESTION - Une question concernant le prix du pétrole. Monsieur BROWN et Monsieur SARKOZY, vous avez mentionné les changements sur les cours du pétrole. Vendredi dernier, un trader a fait une petite action sur les cours du pétrole qui ont augmenté tout d'un coup de plusieurs pour cent. Que pensez-vous faire ? Vous avez parlé, Monsieur SARKOZY, d'en parler au G8, c'est-à-dire de limiter peut-être ou d'amener une fourchette sur les prix du pétrole. Monsieur BROWN, est-ce que vous êtes d'accord pour imposer une limite sur les prix du pétrole ? Que pensez-vous faire ?

M. BROWN - Voilà un énorme problème auquel nous avons à faire face. 150 dollars, 35 dollars, 75 dollars, c'est le produit de base le plus important dont a besoin le monde, mais c'est aussi le plus volatile, le plus instable. Il faut connaître les causes, ce qui peut être fait pour changer tout cela et comment l'économie mondiale peut continuer à croître sans cette instabilité, cette volatilité des cours du pétrole. Il faudra en discuter avec l'OPEP, avec les Saoudiens. Il faudra en discuter avec nos autres partenaires du G8 et du G20. Il va falloir faire quelque chose. Certes, pour voir quelle sera la demande et quelle sera l'offre. Donc, il nous faut une discussion pour mieux comprendre le côté demande, et ce que sera également le côté de l'offre. Avant, il y avait un certain niveau de prix en dollars pour le pétrole. C'est quelque chose que nous pourrions peut-être envisager pour l'avenir. Il va falloir y travailler. Qu'il y ait de la spéculation équitable sur le marché du pétrole. Il va falloir se pencher sur des mécanismes qui accentuent ce phénomène. Et il va falloir également être préparé à réagir.

Et puis, il nous faut également des accords pour voir comment passer de la dépendance au pétrole à d'autres sources d'énergie. C'est la raison pour laquelle, le Royaume-Uni et la France veulent en arriver à une politique plus équilibrée, voire également comment augmenter les énergies renouvelables. Donc, être moins dépendant du pétrole, le cours devrait être moins volatile, donc un meilleur alignement. Et puis également, voir quelles sont les autres sources d'énergie. Il est vrai que la communauté internationale est inquiète de la volatilité des prix et le Président SARKOZY, effectivement, est également chef de file en la matière.

LE PRESIDENT - Nous publierons très bientôt une contribution sur ce sujet. Nous pensons qu'il n'est pas raisonnable de laisser des spéculateurs faire monter artificiellement le prix des énergies fossiles. Nous pensons également qu'il est déraisonnable de se réjouir d'un prix trop bas de l'énergie, d'abord parce que cela pourrait nous détourner de la nécessité d'économiser l'énergie. Et, deuxièmement, il faut avec les pays producteurs d'énergies fossiles, essayer de stabiliser, comme l'a très bien dit Gordon BROWN? Le prix autour d'une fourchette raisonnable, ni trop élevé, ni trop bas. Le monde ne se remettra pas de ces yoyos qui font passer d'un excès à l'autre. C'est la raison pour laquelle, là aussi, les Etats doivent reprendre la main pour essayer de mettre de la transparence et de la régulation.

Merci à tous.